



C.C.I. Habitat Alpes du Sud
Siège social :
CCI des Alpes-de-Haute-Provence
60, Boulevard Gassendi
04000 Digne-les-Bains
Tél. : 04 92 30 80 93
Fax : 04 92 32 04 73
logement@digne.cci.fr
Siret : 18040001200019

Action Logement - Les entreprises s'engagent avec les salariés
Participation des Employeurs à l'Effort de Construction

MODE D'EMPLOI - DÉCLARATION DE VERSEMENT

www.digne.cci.fr

CALCUL DE L'ABATTEMENT

Les entreprises ayant dépassé le seuil de 20 salariés :

Année	Montant de l'abattement
2004	Salaires 2009 X 0,25
2005	Salaires 2009 X 0,50
2006	Salaires 2009 X 0,75
2007	Exonérées de versement.
2008	Exonérées de versement.
2009	Exonérées de versement.

Entreprises exclues de ce dispositif

Les entreprises qui emploient 20 salariés ou plus dès leur première année d'activité.

Lorsque le franchissement du seuil de 20 salariés résulte de la reprise ou absorption d'une entreprise ayant employé 20 salariés ou plus au cours de l'une des 3 années précédentes.

AFFECTATION DE LA PARTICIPATION

La participation, soit 0,45% des rémunérations versées aux salariés peut être affectée :

- **en subvention déductible des bénéfices :** Le versement sous forme de subvention est définitif
 - **en prêt pour une durée de 20 ans :** Ce prêt est à inscrire à l'actif du bilan. Il est remboursable à l'entreprise à l'échéance et sans intérêt.
- Le versement sous forme de prêt est transformable, à tout moment, en subvention.

DATE DE RÈGLEMENT

Il doit être impérativement réalisé au plus tard le 31 décembre 2010.

Au terme de la législation, tout retard de règlement ou insuffisance de versement entraîne pour l'entreprise une cotisation de 2 % au lieu de 0,45 % et à verser systématiquement au Trésor Public sur avertissement délivré par le service des impôts.
Cette cotisation est calculée sur la même base que la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction sans contre partie d'aides pour les salariés.

ASSUJETTISSEMENT CALCUL DE L'EFFECTIF DE LA MASSE SALARIALE

NATURE DU CONTRAT DU SALARIÉ	PRISE EN COMPTE DES SALARIÉS DANS LE CALCUL DE L'EFFECTIF	PRISE EN COMPTE DES RÉMUNÉRATIONS DANS LA MASSE SALARIALE
CDI À TEMPS PLEIN TRAVAILLEUR À DOMICILE CONTRAT EMPLOI-JEUNE VRP MULTICARTES (1 unité) (5)	Oui	Oui
SALARIÉ EN CDD TRAVAILLEUR TEMPORAIRE SALARIÉ INTERMITTENT	Au prorata de leur temps de présence sauf s'ils remplacent un salarié absent.	Oui
SALARIÉ À TEMPS PARTIEL (CDI - CDD)	En divisant la somme totale des horaires inscrits dans leurs contrats de travail par la durée légale ou conventionnelle du travail.	Oui
APPRENTISSAGE (1)	Non	Oui
CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION (2) CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (3) CONTRAT D'INSERTION-REVENU MINIMUM D'ACTIVITÉ (3) CONTRAT D'ACCÈS À L'EMPLOI (DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX DOM) (4)	Non	Oui
CONTRAT D'AVENIR CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI	Non	Non

Annexe du tableau synoptique

- (1) Une fraction du salaire de l'apprenti, fixée à 11 % du SMIC en métropole et 20 % dans les DOM, est exonérée de la P.E.E.C.
(2) Jusqu'au terme prévu par le CDD ou jusqu'à la fin de l'action de professionnalisation pour les CDI.
(3) Les bénéficiaires de CIE et de CIRMA ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'effectif du personnel pendant la durée de la convention (et non du contrat).
(4) Les bénéficiaires ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'effectif du personnel pendant la durée de deux ans.
(5) Il a été jugé qu'ils devaient être assimilés à des travailleurs intermittents chez chacun de leurs employeurs (CE 16-12-1991 n°6480, RIF2/92 n°193)..



G R O U P E S U D - E S T

DE LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT DE CONSTRUCTION

Document établi conformément aux dispositions du décret N° 94-317 du 13 Avril 1994

ETAT DES RESSOURCES ET DES UTILISATIONS DE FONDS VERSÉS AU TITRE DE LA PEEC AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010

I - Etats financiers et statistiques de l'exercice 2009

RESSOURCES en Milliers d'€	EMPLOIS En Milliers d'€	PRETS À PERSONNES PHYSIQUES	LOGEMENTS LO ATIFS	NOUVELLES AIDES
Participation des entreprises	Prêts aux personnes physiques	Nombre de dossiers prêts accession	Attributions locatives en nombre	Dépôts de garantie en nombre
Compensation Etat – seuil 20 salariés	Subventions à personnes physiques	Montant (K€)	(Hors contingent APALOF)	en montant (K€)
Remboursements prêts salariés	Subventions à personnes morales	Nombre PRETS PASS-TRAVAUX®	Attributions locatives en nombre	AIDE MOBILI-PASS® en nombre
Remboursements prêts personnes morales	Subventions & prêts UESL	Montant (K€)	(sur contingent APALOF)	en montant (K€)
Sommes reçues d'autres Collecteurs	Prêts à personnes morales	Durée moyenne en années	Nouvelles réservations en nombre	Garanties de loyers et charge
Subventions et prêts reçus de l'UESL	Transferts à organismes collecteurs	TEG moyen	Investissements locatifs (K€)	en nombre
Autres ressources	Remboursements prêts entreprise			Engagement (K€)
	Autres utilisations			
TOTAL				

2 - Conditions générales relatives aux services apportés aux entreprises adhérentes :

(prêts à personnes physiques ; réservation de logements à usage locatif ; reversement à autres CIL ou organismes constructeurs)

- ➔ Chaque entreprise adhérente dispose d'un document et ses annexes, appelés **"Bilan de Services"**, historique des services apportés par CCI Habitat Alpes du Sud à l'entreprise en contrepartie de ses versements. Le **"Bilan de Services"** est adressé gratuitement à l'entreprise sur simple demande.
- ➔ La fourniture de services résulte de l'utilisation des disponibilités de CCI Habitat Alpes du Sud, conformément aux strictes conditions réglementaires, sous déduction des différents prélèvements résultant des lois de finances successives et des conventions conclues entre l'Etat et Action Logement (U.E.S.L.).
- ➔ CCI Habitat Alpes du Sud limite l'attribution des emplois traditionnels aux seules entreprises ayant effectué le versement de leur P.E.E.C. correspondant aux rémunérations de leurs personnels au cours de l'exercice précédent, afin de répondre en priorité aux demandes de ses adhérents, dans le respect de l'équilibre des ressources et des utilisations de cet organisme.
- ➔ Concernant les entreprises ayant versé leur P.E.E.C. sous forme de prêt, il pourra être tenu compte, pour la fourniture de services, des échéances prévisionnelles à leur rembourser, de telle sorte que ces remboursements puissent être effectués aux dates stipulées sur les reçus libératoires.

3 - Conditions, critères et limites des emplois

a) Les emplois traditionnels :

- ➔ Toute demande de prêt doit être visée par l'entreprise adhérente. Les opérations financées doivent entrer dans le cadre de la réglementation en vigueur et des recommandations de l'U.E.S.L.
- ➔ La durée maximale du prêt ne peut excéder 15 ans.
- ➔ Le taux nominal annuel est de 1,50% hors assurance et garanties.
- ➔ Le salarié a l'obligation de souscrire une assurance décès, invalidité et incapacité de travail.
- ➔ Tout accord de prêt est soumis à une étude afin de vérifier que l'opération soit conforme à la réglementation, ainsi que la solvabilité financière de l'emprunteur et le cas échéant du co-emprunteur. Pour qu'une demande de prêt soit acceptée sans garantie, le taux d'endettement (charges de remboursement relatives à l'ensemble des prêts en cours ou sollicités / revenus du salarié et de son conjoint) doit être inférieur à 33%.
- ➔ Au-delà de ce seuil, il pourra être demandé à l'emprunteur une caution personne physique. L'enveloppe annuelle des prêts «accession» fait l'objet d'un contingentement financier fixé par Action Logement, en associant de manière fongible les fonds réglementés et non réglementés.
- ➔ CCI Habitat Alpes du Sud peut donc être contraint, en raison de ces limites, de plafonner le montant des prêts et/ou refuser des demandes de prêts.

b) Les autres aides d'Action Logement :

Ces aides sont largement distribuées dans le cadre de l'offre de services en réseau des CIL/CCI, il s'agit notamment :

AVANCE LOCA-PASS®
 GARANTIE LOCA-PASS® et GARANTIE RISQUES LOCATIFS®
 PRET TRAVAUX®
 PRÊT LOCATION-ACCESSION (DISPOSITIF PSLA)
 AIDE MOBILI-PASS®
 AIDE MOBILI-JEUNE®
 PRÊT SECURI-PASS®
 PRÊT ALLÈGEMENT TEMPORAIRE DE QUITTANCE DE LOYER®
 MAINTIEN À DOMICILE DES GRANDS INFIRMES

Financement du montant du dépôt de garantie prévu au bail.
 Garantie des impayés de loyer et charges locatives.
 Prioritairement travaux de performance énergétique.
 Locataires de logements financés en PSLA, sous conditions de ressources.
 Subvention maximum 1 600 € portée à 3 200 € avec accord de l'entreprise.
 Subvention maximum de 3 échéances de loyer et charges dans la limite de 300 €.
 100% des mensualités de remboursement de prêts immobiliers sur 6 mois renouvelable 1 fois (sous conditions de ressources).
 Maximum 1 an de quittances dans la limite de 17 600 € selon la zone.
 Maximum 9 600 € avec majoration possible de 16 000 €, dans la limite de 50 % du coût des travaux spécifiques.

La présente énumération n'étant pas limitative, l'entreprise et ses salariés devront se rapprocher de CCI Habitat Alpes du Sud afin d'obtenir toutes informations destinées à faciliter le parcours résidentiel des personnels éligibles aux nouveaux services.

4 - Conditions, critères et limites dans lesquels les entreprises peuvent conclure des conventions de réservation de logement à usage locatif, sur le parc locatif dont CCI Habitat Alpes du Sud est réservataire

- ➔ Toute réservation locative doit faire l'objet d'un dépôt de dossier par l'entreprise adhérente, au nom du salarié qu'elle aura désigné.
- ➔ Le salarié proposé pour occuper le logement doit être agréé par la personne physique ou morale, propriétaire du logement.
- ➔ L'organisme propriétaire ou gestionnaire (bailleur public ou privé) est souverain pour accepter ou non le candidat présenté par l'entreprise.
- ➔ CCI Habitat Alpes du Sud informe l'entreprise, par courrier, dès l'attribution du logement par l'organisme constructeur.

5 - Conditions, critères et limites dans lesquels les entreprises peuvent, en vue de l'attribution de logements à usage locatif au bénéfice de leurs salariés, obtenir un reversement à un autre CIL ou un Organisme habilité

- ➔ CCI Habitat Alpes du Sud n'effectue de reversement que s'il a reçu une demande de réservation locative depuis plus de trois mois au moins et qu'il n'a pu faire de proposition de logement locatif.
- ➔ La demande de reversement doit être justifiée par la production de tout document attestant la réservation locative. Celle-ci n'est acceptée que lorsqu'elle est présentée par une entreprise ayant versé à CCI Habitat Alpes du Sud, la totalité de sa participation, au cours de l'année précédente. Les reversements d'un exercice sont limités au montant de la participation versée au cours de l'exercice précédent, déduction faite des prélèvements résultant des lois de finances et conventions conclues entre l'Etat et Action Logement.
- ➔ Il n'est pas effectué de reversement à un CIL ayant refusé à CCI Habitat Alpes du Sud un reversement répondant aux critères définis dans ce document.
- ➔ Les reversements à autres CIL et organismes habilités sont faits exclusivement sous forme de prêt, conformément aux préconisations d'Action Logement.
- ➔ Les fonds ne sont virés à l'organisme collecteur qu'après acceptation du candidat par l'organisme bailleur.

6 - Validité des conditions, critères et limites

- ➔ Conformément à l'ordonnance N°2005-895 du 2 août 2005, le seuil à partir duquel les employeurs du secteur privé non agricole sont assujettis est relevé de 10 à 20 salariés. Toute entreprise dont l'effectif est inférieur à 20 est exonérée du versement de la PEEC.

* «AVANCE LOCA-PASS, GARANTIE LOCA-PASS, GARANTIE RISQUES LOCATIFS, PRET PASS-FONCIER, AIDE MOBILI-PASS, AIDE MOBILI-JEUNE, PRÊT SECURI-PASS sont des marques déposées pour le Compte d'Action Logement».

* Les Conditions générales et prévisionnelles précitées ne prennent pas en compte les accords spécifiques, pouvant être passés entre LOGIAM et des entreprises adhérentes, compte tenu de leurs particularités.

*Ce document est susceptible d'être modifié en cours d'exercice, par décision du conseil d'administration de LOGIAM, et en fonction de nouvelles dispositions conventionnelles ou réglementaires régissant la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction.